

ILS ONT ÉTÉ REÇUS, CE JEUDI, AU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Des acquis pour les gardes communaux

Les points de discorde ont été au menu, ce jeudi, au cours de la rencontre qu’ont eue les quatre coordinateurs des gardes communaux au ministère de l’Intérieur et des Collectivités locales.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Des points qui semblent avoir trouvé, enfin, des solutions qui contenteraient tout le monde. A commencer par la question des heures supplémentaires qui a constitué jusque-là, la principale pomme de discorde entre les deux parties. Mais le consensus a été au bout, rendu possible avec le relèvement conséquent de l’indemnité de risque et d’astreinte avec effet rétroactif à partir du 1^{er} janvier 2008.

Il y a ensuite le dispositif de retraite proportionnelle exceptionnelle à propos de laquelle il a été retenu la règle du cumul de la pension de retraite avec toutes les rémunérations liées à une reprise d’activité salariale, la possibilité concédée pour tout agent de suspendre la pension de retraite exceptionnelle afin de bénéficier d’un nouveau calcul de cette pension à l’âge légal de retraite. Les délais de clôture de l’opération reportés à la date d’achèvement

du redéploiement ainsi que l’augmentation du point du régime indemnitaire qui aura un effet bénéfique sur l’augmentation de la pension de retraite, y compris celles déjà liquidées au titre du régime exceptionnel.

Pour ce qui est du dispositif d’invalidité, la réunion a adopté une démarche à deux volets. D’abord, l’instruction faite par le ministère du Travail, de l’Emploi et de la Sécurité sociale à la Cnas pour désigner des correspondants dans chaque wilaya, pour la prise en charge de ce dossier.

Ensuite et à l’effet de vulgariser les droits prévus et la procédure à suivre en matière de pen-

sion spécifique d’invalidité, des journées d’informations seront organisées par les délégations de wilaya de la garde communale.

Aussi, la tutelle n’a-t-elle pas réitéré ses engagements du maintien des salaires des gardes communaux qui auront été redéployés parmi des entreprises économiques et des administrations publiques.

Ultime sujet discuté ce jeudi, celui lié aux familles des victimes du terrorisme avec le recensement de leur situation sociale qui est en cours. Une opération menée en étroite relation avec les walis en vue d’un traitement, le cas échéant, des problèmes liés

aux pensions ou au logement. Les représentants de la garde communale, injoignables toute la journée d’hier, auraient pris, selon un communiqué du ministère de l’Intérieur et des Collectivités locales, acte de ces décisions, exprimant au passage, leur satisfaction quant au respect des engagements et la prise en charge de leurs préoccupations avec la célérité voulue.

Et, à l’effet d’évaluer l’application des dispositifs mis en place, les deux parties se sont entendues de maintenir le contact tout en programmant des rencontres périodiques.

M. K .

CRISE DU NORD DU MALI

Bamako entrevoit une option militaire

En dépit de la médiation burkinabé qui privilégie la solution politique, la crise malienne reste ouverte sur toutes les éventualités, notamment une intervention militaire dans le Nord. Le gouvernement malien, en réaction aux exactions islamistes dans l’Azawad, a affirmé jeudi «le caractère inévitable de l’option militaire.»

Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir) - L’amputation d’un bras d’un voleur de moto mercredi à Ansongo par des islamistes affiliés à Al Qaïda a fait réagir le gouvernement malien qui, contre toute attente et au moment où la médiation burkinabé laissait entrevoir une possible solution politique négociée entre le nord et le sud du pays, a préconisé l’option d’une intervention militaire.

«Au fil des jours, alors que des efforts pour une solution négociée se multiplient, les pratiques des terroristes et des narcotrafiquants habillés d’un faux voile religieux, accréditent le caractère inévitable de l’option militaire», soulignait un communiqué du ministère de la Communication. Avant cette amputation, pratique d’un autre âge, les islamistes sévissant dans le nord du Mali qu’ils contrôlent quasi totalement s’étaient déjà distingués par des exactions d’une même cruauté.

Un couple non marié a été lapidé à mort, avant qu’un animateur de radio à Gao ne soit battu jusqu’à hospitalisation. Le gouvernement Burkinabé, qui ainsi évoque le caractère inévitable d’une intervention militaire, n’a pas spécifié s’il entendait par là l’engagement seulement de l’armée régulière malienne ou alors pensait à l’association d’une force d’intervention africaine comme l’a préconisée la Cédéao.

Quoi qu’il en soit, le gouvernement malien se voit appuyé par deux conglomerats sociopolitiques, l’Alliance des démocrates patrio- tiques pour la sortie de crise (ADPS) et le Front uni pour la démocratie et la république (FDR), qui, dans une déclaration commune rendue publique jeudi, l’ont encouragé à tout mettre en œuvre pour la libération sans délai de toutes les localités occupées par les groupes djihadistes islamistes.

Les limites d'une médiation

Le ministre burkinabé des Affaires étrangères, Djibrill Bassolé, qui s’est chargé de la médiation dans la crise malienne, était arrivé mardi dans le nord du Mali pour s’entretenir avec les chefs des principaux mouvements islamistes, Ansar Dine et Mujao.

L’émissaire burkinabé a rencontré à Kidal le chef d’Ansar Dine, Iyad Ag Ghalay. Ce dernier a fait savoir, via un communiqué, que son mouvement adhère à la médiation que Bassolé conduit au nom de la Cédéao. Cependant, le chef islamiste est resté muet quant à la nature des négociations qu’il a menées avec le médiateur de la Cédéao. Tout ce que l’on sait, c’est qu’Ansar Dine est farouchement opposé à l’indépendance de l’Azawad telle que proclamée dans un premier temps par le MNLA, le mouvement qui a mené l’offensive contre l’armée régulière malienne et l’a chassée des territoires du nord.

Ansar Dine lutte pour l’instauration de la Charia non point dans le seul nord mais sur l’ensemble du territoire malien. Le Mujao, un groupe terroriste qui s’est fait connaître par des attentats kamikazes, à Tamanrasset, dans le Sud algérien notamment, et par les prises d’otages, a également reçu la visite du ministre burkinabé dans la ville de Gao. Et contrairement à Ansar Dine, le Mujao ne s’est pas exprimé au sujet de cette médiation. Une médiation qui, en filigrane d’une solution politique à la crise malienne, poursuit d’isoler Al Qaïda en brisant les connexions qu’elle aurait pu établir avec Ansar Dine et le Mujao.

Dissident d’Aqmi, le Mujao était déclaré infréquentable par la Cédéao, groupe terroriste qu’il est. C’est pour cette raison que la médiation burkinabé a fort peu de chances d’aboutir à des résultats tangibles, à moins que des concessions soient faites aux groupes djihadistes, ce qui risque de ne pas recueillir l’assentiment de la communauté internationale.

Le Mujao, ainsi associé aux négociations, est coupable d’enlèvements de plusieurs ressortissants étrangers dont les 7 membres de la mission consulaire algérienne à Gao. Il en a libéré trois à la mi-juillet et en détient toujours quatre.

S. A. I.

L'OPPOSITION POLITIQUE ALGÉRIENNE ET LES MÉDIAS PUBLICS

Boycott ou exclusion ?

C’est connu, le gouvernement pense que tout parti ou toute personnalité politique qui n’est pas dans son sillage, principalement les personnalités nationales ou les partis politiques porteurs de critiques de fonds sur sa politique ne sont pas les bienvenus sur les chaînes de télévision et des antennes de la radio qui sont tout de même des services publics ouverts à tout citoyen de ce pays sans distinction politique.

Nous avons questionné le ministre de la Communication, Nacer Mehal, lors de sa venue à Boumerdès pour inaugurer la nouvelle radio régionale de Boumerdès, sur l’exclusion qui ne dit pas son nom des personnalités et des partis politiques de l’opposition des médias publics, notamment les partis politiques et personnalités politiques partisans du boycott des scru-

tins électoraux. Selon M. Mehal, qui a limité sa réponse aux seules élections législatives de mai 2012 alors que c’est une constante du gouvernement qui remonte à plusieurs décennies, ce sont ces derniers (partis et personnalités) qui refusent de passer à la télévision et sur les antennes des radios. «Permettez-moi de récuser le terme exclusion. Ils (le ministre fait allusion aux seuls partis d’opposition) ne sont interdits par personne. Ils sont devenus des spécialistes du boycott. Nous ne pouvons pas les obliger à passer à la télévision. Les DG de la télévision et de la Radio sont là. Ils peuvent vous donner les copies des invitations qui leur sont adressées mais ils refusent de venir. Le boycott est une attitude politique que je déplore», dira-t-il.

Dans le même ordre d’idées, un confrère rappelle au ministre que toutes les activités publiques des partis d’opposition sont systématiquement ignorées par la Télévision, les chaînes de radio et en général par les médias de l’Etat.

MEHAL AVANCE ENFIN UNE ÉCHÉANCE

Des télévisions privées début 2013

S’agissant de l’ouverture de l’audiovisuel à l’investissement privé en Algérie, en clair l’ouverture des chaînes de télévision par des particuliers sur le territoire national, Nacer Mehal, ministre de la Communication en visite, ce jeudi, à Boumerdès, pour inaugurer une nouvelle station radio locale, a avancé une échéance : début de l’année prochaine.

Répondant à une question à ce sujet, le ministre a en effet déclaré. «L’avant-projet de loi concernant l’audiovisuel sera déposé au niveau du Parlement dans 2 ou 3 mois. Le temps de l’accomplissement du processus juridico-administratif pour son adoption. J’espère que cette nouvelle loi sera exécutoire d’ici le début de l’année prochaine.» Pour le ministre, la date choisie pour le débat parlementaire sur ce dossier n’est pas liée aux prochaines élections locales.

Faut-il conclure que cet engagement gouvernemental à ouvrir l’audiovisuel au privé, dès le début de l’année prochaine découle de la pression des événements ? Il y a effectivement ce rapport du représentant de l’Union européenne qui a supervisé les dernières élections législatives.

Ce document contient des critiques acerbes en matière de liberté d’expression et sur la faiblesse des systèmes pouvant satisfaire le droit du citoyen à une information équitable.

Par ailleurs, le débat sur la gestion du dossier de l’audiovisuel dans notre pays connaît ces derniers jours un regain d’intensité dans les milieux médiatiques, surtout ceux pouvant devenir une alternative au monopole d’exercer des pouvoirs politiques qui se sont succédé à la tête du pays et ce depuis l’indépendance.

Des voix s’élèvent en effet pour dénoncer des coups de pouce donnés, en violation de la loi, à des

hommes proches du pouvoir pour monter des télévisions qui deviennent les relais du pouvoir. Questionné à ce sujet, Mehal dira avec ironie «qu’elles fonctionnent dans l’informel».

En tout état de cause, après avoir longtemps tergiversé sur ce dossier, le gouvernement prend publiquement un engagement et fixe, par le biais du ministre en charge du secteur, une échéance.

A. L.

EL ATTAF (AÏN DEFLA)

Les habitants de la cité Salem ferment la circulation ferroviaire

Hier, juste après la prière du vendredi, sous un soleil de plomb, en pleine canicule, les habitants de la cité Salem, proche de l’ancien marché délocalisé, se sont regroupés et avec des objets hétéroclites, se tenant eux-mêmes sur les rails brûlants, ont dressé un barrage sur les rails qui passent en pleine ville, bloquant ainsi plusieurs trains à Khemis Miliana, et Oued Fodda dans les deux sens, vers Oran et vers Alger.

Par cette action, ils entendent ainsi attirer l’attention des pouvoirs publics sur les problèmes auxquels ils sont confrontés au quotidien notamment, le réseau d’assainis-

sement inexistant ou défectueux par endroit et l’éclairage public.

Pour débloquer la situation, le maire a tenté de convaincre les contestataires à libérer la voie ferrée, en essayant de nouer un dialogue. Il s’est heurté à un refus catégorique. En attendant, les passagers des trains bloqués en pâtissent, ne comprenant pas pourquoi ce sont eux qui sont pris en quelque sorte en otages. Il en est souvent ainsi hélas.

Vendredi à 16 heures, la circulation sur l’axe ferroviaire Alger-Oran était encore bloquée.

Karim O.